

Cycle spécial municipales 2026

Transports en communes : les défis de la mobilité



1. Contexte et diagnostic : en ruralité, la mobilité, c'est la liberté

Dans les territoires ruraux, se déplacer n'est pas une option : c'est une condition de la vie quotidienne. Distances longues, faible densité, habitat dispersé : ici, la mobilité prend majoritairement la forme de la voiture individuelle.

Aujourd'hui encore, elle représente plus de 80 % des kilomètres parcourus dans les espaces peu denses. Force est de constater qu'elle reste incontournable pour une grande partie des habitants.

Elle conditionne l'accès à l'emploi, facteur d'intégration sociale, de sécurité économique et parfois même de reconnaissance et de sens ; l'accès aux soins et aux services publics, auxquels les citoyens contribuent et dont ils attendent légitimement la présence sur leur territoires ; la vie sociale, les loisirs, le lien entre habitants, la capacité à faire communauté.

Mais si l'on croise la fracture territoriale avec les inégalités sociales, la voiture n'apparaît plus seulement comme une habitude culturelle ou un mode de vie : elle devient une nécessité vitale — et parfois un luxe inaccessible. Car la voiture exclut et fragilise, en premier lieu, celles et ceux qui ne peuvent assumer le coût d'achat, d'entretien ou simplement le plein de carburant, estimé à [près de 5 900 euros par an](#). Elle exclut aussi les jeunes, les personnes âgées, celles et ceux qui n'ont pas le permis. Selon le [Secours Catholique](#), 13,3 millions de personnes en France étaient en 2021 en situation de "précarité mobilité".

Aussi, même si l'électrification progresse, le secteur des transports représente environ un tiers des émissions françaises de gaz à effet de serre, dont plus de la moitié est liée aux déplacements en voiture particulière. L'émergence de [petits véhicules électriques, soutenables et abordables](#), fait partie de la [solution](#) mais c'est surtout l'usage du véhicule individuel qu'il faut faire évoluer.

Car des décennies de désinvestissement dans les infrastructures ferroviaires et l'absence de plan national cohérent ont contribué à renforcer cette dépendance automobile. Les régions, compétentes en matière de transport ferroviaire, ont souvent concentré leurs moyens sur les grands axes, laissant à l'écart de nombreux territoires.

2. Les défis des collectivités locales

Depuis la loi d'orientation des mobilités (LOM, 2019), les collectivités peuvent devenir autorités organisatrices de la mobilité (AOM). Certaines s'en saisissent pour se doter d'un [plan de mobilité simplifié](#) et développer des solutions plus inclusives, plus sobres et plus accessibles.

Mais les défis sont considérables, du financement des services accessibles dans un contexte budgétaire contraint et avec des ressources fiscales dédiées limitées, à la difficile coopération entre échelons (communes, intercommunalités, régions), alors que les bassins de vie dépassent largement les frontières administratives et donc les prérogatives de chaque collectivité.

Il s'agit également d'articuler mobilité, emploi, services publics, attractivité résidentielle et tourisme et d'adapter les solutions aux réalités locales : la mobilité rurale ne se calque pas sur les modèles urbains, mais les territoires ruraux ont beaucoup à apprendre les uns des autres.

3. Quelques principes d'action pour construire une stratégie locale de mobilité

Partir des besoins réels des habitants

Avant toute solution technique, les territoires qui ont œuvré pour une mobilité plus durable et plus inclusive ont d'abord posé les bonnes questions aux administré.es : qui sont les exclus de la mobilité sur le territoire; quels sont les trajets les plus fréquents; à quelles heures. Le programme [Tims](#) accompagne par exemple ces démarches.

Dans cette phase, il est important aussi de s'intéresser aux pratiques qui émergent déjà sur le territoire, même si elles restent marginales : covoiturage informel, vélo, entraide sur lequel de futurs aménagements et plans pourront reposer.

Réduire les déplacements contraints

La meilleure mobilité est parfois celle qu'on n'a plus besoin de faire. Rapprocher les services des habitants limite les trajets "subis" via des services itinérants, à l'instar d'un bus France Services, l'organisation de permanences mobiles (Café-information itinérant), et en mutualisant les équipements.

Construire un « bouquet de mobilités »

Il n'existe pas de solution unique. Les territoires les plus inspirants ont mis en place un maillage complémentaire d'offres réunissant :

- Bus et minibus reliant les villages aux lignes régionales
- Transport à la demande
- Plan vélo adapté aux routes existantes
- Lignes structurées de covoiturage
- Véhicules partagés mis à disposition par l'intercommunalité
- Navettes solidaires organisées par des associations locales

Certaines intercommunalités s'appuient sur des associations de village pour organiser des trajets avec chauffeurs bénévoles et mettent à disposition des véhicules électriques partagés rechargés à la borne de la mairie. Cela permet de dépasser les limites de la commune d'être au plus près des besoins des habitant.es.

Transformer la voiture en transport collectif

Le covoiturage peine à décoller en France pour les trajets du quotidien. Pour le développer sur un territoire donné, il ne s'agit pas d'opposer voiture et transport collectif, mais d'appliquer les codes du collectif à l'automobile en mettant en place des lignes identifiées, avec des horaires repérables, des points d'arrêt fixes et une communication claire, avec un accompagnement spécifique au début. Souvent, c'est le passage du conducteur au passager qui est le plus difficile, le levier le plus efficace reste souvent le bouche-à-oreille.

Informer, accompagner, valoriser

Dans plusieurs territoires pionniers, le principal poste d'investissement n'a pas été l'infrastructure... mais l'information et la sensibilisation via une personne dédiée à l'orientation mobilité, une signalétique claire, une communication régulière et associée à des moments de partage et d'"aller vers". Un guichet unique mobilité permet également de répondre à l'ensemble des besoins du territoire, aussi bien pour les administré.es que pour les visiteur.euse.s (par exemple au sein de l'office de tourisme transformé en Accueil & Mobilité)

Il est essentiel de décroiser les publics : habitants, actifs, jeunes, touristes et ne pas tout miser sur le numérique.

4. Limiter les nouvelles infrastructures

Le réseau routier est le premier patrimoine français, il s'agit d'en faire le meilleur usage possible. Plutôt que multiplier les aménagements coûteux, certains territoires réorganisent les usages : routes vélo sans interdiction automobile comme dans le Clunisois, où les routes fléchées vélo ou voiture sont indiquées par un marquage au sol et des panneaux, ré-organisation des flux existants (mise en place de Services express routiers pour faciliter le covoiturage, installation d'abribus dédiés au covoiturage...). Dans un contexte budgétaire contraint, cela permet d'allier sobriété, investissement limité et efficacité d'usage.

Développer des ressources pérennes et le soutien à l'échelle nationale

Le versement mobilités transport par les entreprises du territoire est la principale source dédiée. Or, sur certains territoires ruraux, l'activité est concentrée dans les territoires voisins et les entreprises locales sont souvent fragiles, et/ou tournées vers des secteurs de la santé et de la solidarité : même faible, un tel versement peut peser de façon disproportionnée et mettre à mal leur équilibre. Il y a donc un hiatus, voire un enjeu de péréquation, entre territoires, et entre le niveau local et le niveau national.

Le suivi des fréquentations et les enquêtes auprès des administré.es permettent aux collectivités d'évaluer leurs initiatives. Installer des coopérations de long terme entre territoires proches et systématiser le partage d'expérience, l'échange et l'évaluation au niveau national permettrait également aux territoires ruraux de partager les solutions qui marchent.

Ressources utiles



Réseau Action Climat, Les chiffres de la mobilité en France (2025).



Secours Catholique, Territoires ruraux : en panne de mobilité (2024).



Forum Vies Mobiles, Systèmes alternatifs de mobilité (2025).



Institut Veblen, Commande publique et véhicule électrique : bâtir une filière européenne durable (2025).



Les communs sur la mobilité touristique.



Le plan de mobilité simplifié: une note de synthèse du Cerema.



Plan de Mobilité Simplifié (PMS) du Clunisois.



Vers plus d'éco-mobilité dans la vallée de Kaysersberg.



Les livres blancs d'Ecov pour faire de la voiture un transport collectif



Le potentiel des transports express : vers le déploiement d'un système multimodal alternatif à la voiture individuelle.



Retrouvez le replay du Vibe sur les transports en communes

Entendu à VIBE

— “ —

Pour augmenter structurellement le taux d'occupation des voitures, il faut les transformer en transport collectif en proposant un service qui permet de mettre à disposition ses sièges libres facilement : des arrêts matérialisés sur la voie publique, des passages réguliers, des temps d'attente réduits, et en plus de la convivialité

— ” —

Marine Bruno, chargée de mission affaires publiques chez Ecov.

— “ —

Il ne peut y avoir qu'une seule solution de mobilité. Au contraire, il s'agit de construire un bouquet de solutions qui va du transport en commun au covoiturage, de l'usage du vélo aux transports à la demande, en passant par le rapprochement de certains services. L'idée est de répondre aussi bien aux besoins des personnes du territoire qu'aux enjeux d'attractivité et de tourisme

— ” —

Anaëlle Bendele, Responsable Mobilité Communauté de Communes de la Vallée de Kayzersberg

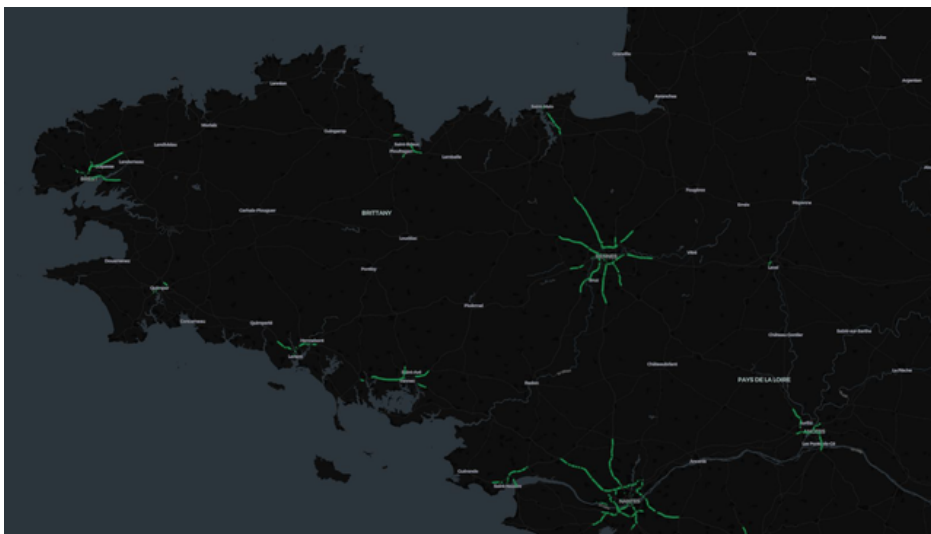
— “ —

On peut déjà faire beaucoup à peu de frais, en utilisant l'infrastructure existante : quand deux routes mènent au même village, on en flèche une pour le vélo, l'autre pour la voiture. Surtout, il faut de l'humain : le coût d'investissement le plus fort a été la création du poste de conseiller mobilité, indispensable pour la réussite du projet

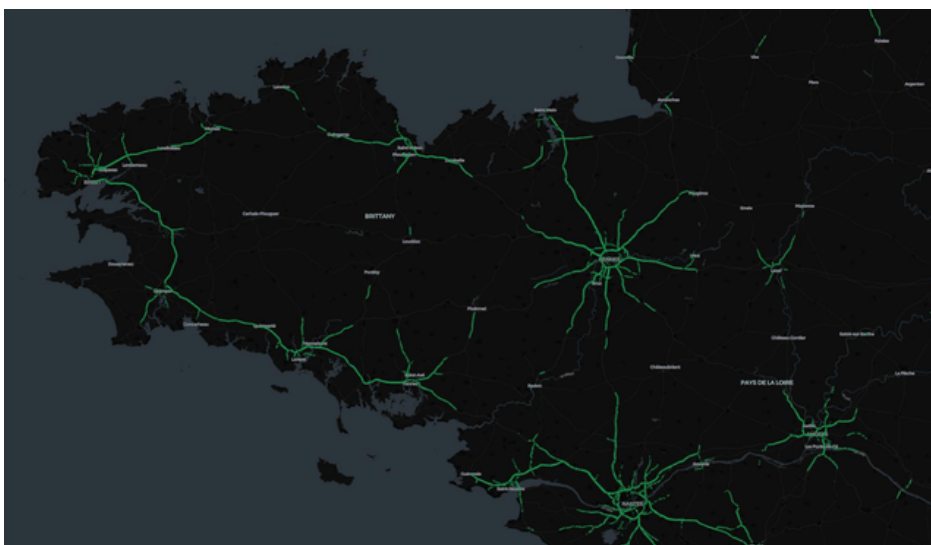
— ” —

Jean-Luc Delpeuch, président de la communauté de communes du Clunisois

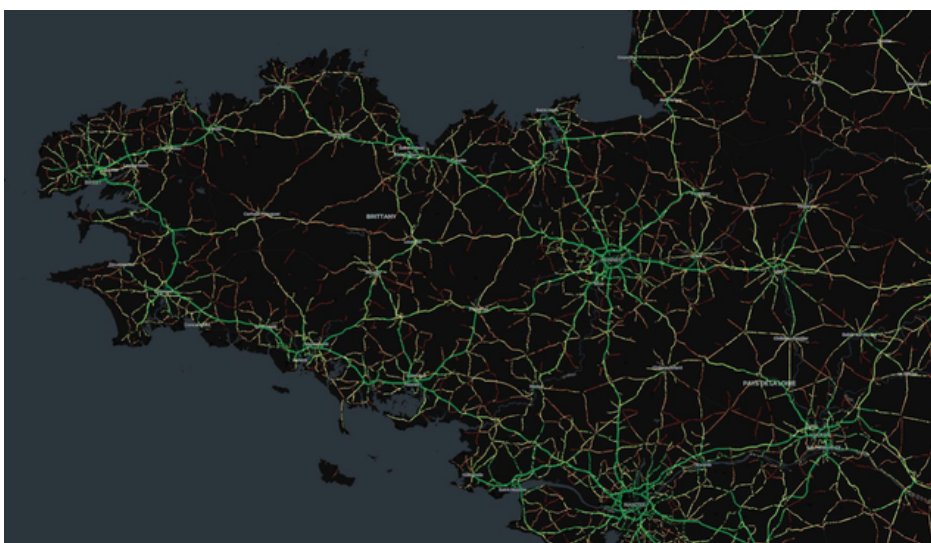
Annexe



Lignes de Transport ferroviaire régional, source : Ecov



Lignes de Bus régionaux, source : Ecov



Lignes de covoiturage express, source : Ecov

Pour en savoir plus

« Transports en communes : les défis de la mobilité » est un événement Vibe s'inscrivant dans le cycle spécial municipales 2026 organisé par Le Lierre (dans le cadre du projet Solutions Transitions), l'Institut Veblen et le BASIC.

Le prochain petit-déjeuner Vibe de ce cycle :



3 mars 2026, de 8h30 à 10h – Eau potable : comment prévenir l'explosion des coûts pour les communes ?

Ce livret a été conçu dans le cadre de l'événement Vibe intitulé « Transports en communes : les défis de la mobilité » organisé le 10 février 2026 par Le Lierre (dans le cadre du projet Solutions Transitions), l'Institut Veblen et le BASIC.



Institut Veblen
pour les réformes
économiques

Association à but non lucratif reconnue d'intérêt général, l'Institut Veblen promeut les idées économiques et les politiques publiques qui font avancer la transition écologique. À travers nos publications et nos actions nous œuvrons pour une économie plus juste et respectueuse des limites physiques de la planète.
veblen-institute.org

BASIC
Bureau d'analyse sociétale d'intérêt collectif

Créé en 2013, le BASIC est une coopérative (SCIC) spécialisée dans l'analyse des impacts des modes de production et de consommation sur la société et l'environnement, en particulier dans l'alimentation et l'agriculture.

Ses activités reposent sur trois leviers d'action complémentaires :

- développer un cadre et des outils d'analyse innovants ;
- contribuer à la sensibilisation des citoyens et des décideurs sur les enjeux sociétaux ;
- outiller les institutions et les acteurs des territoires et des filières.

basic.coop



Fondé en 2019, le Lierre rassemble plus de 2 300 fonctionnaires, agents publics, contractuels, experts, consultants, acteurs et actrices des politiques publiques, convaincus que la transformation de l'action publique est indispensable pour répondre aux urgences écologique, sociale et démocratique.

le-lierre.fr



Solutions Transitions est une boîte à outils conçue pour aider les acteurs locaux à mettre en œuvre la transition écologique et solidaire dans leurs territoires. Nous proposons des fiches pratiques, des ressources simplifiées, des retours d'expérience et des méthodes concrètes pour accompagner l'action publique locale.

solutionstransitions.fr